



Martine Desaulles



Jean-Philippe Bastias



Valérie Boisliveau



David Espin



Sabrina Nouri



Boris Violet



Paméla Van Wayenberghe



Cécile Marchesi



Thierry Bordier

QUAND ON VEUT, ON PEUT !

Augmentation de capital de 4 Mds€

Vision 2030 : c'est le nom de code de la stratégie Groupe pour les années à venir qui a pour maître-mot la diversification. Continuer de croître en France sur le cœur de métier dans nos réseaux n'est plus suffisant. Le Groupe veut investir dans des projets en Europe et dans le monde entier. **Cela nécessite des fonds, beaucoup de fonds, 4 Mds€, dans un premier temps que BPCE SA réclame pour financer sa stratégie de croissance.**

Ce droit de tirage de 4 Mds€ comprend entre autres l'acquisition de SGEF cédé par la Société Générale pour 1,3 Md€. Baptisé projet Hibiscus pour lequel nous attendons des réponses tangibles. Cette opération engagée en avril est-elle une «bonne» affaire ? Son coût d'achat, ses revenus, son activité sont-ils à la hauteur des objectifs du Groupe ?

Les infos qui circulent sur la rentabilité de la société de financement locatif de biens d'équipements industriels achetée sont variables. Qui croire alors ? On se rappelle Fidor, H2O, échecs cuisants d'investissements externes.

Ce n'est pas tout. Par ailleurs, en plus des 1,3 Md€ BPCE SA sollicite la mise à disposition progressive de 2,7 Mds€ en vue d'opportunités d'investissements. Prise de participation dans une banque européenne ou encore, développement du métier de la gestion d'actifs privés, on n'en sait guère plus. Les réseaux CE et BP vont devoir remonter à l'aveugle des fonds durement gagnés par les salariés des banques de détail sans plus d'informations.

Pour la CEIDF, le coût de l'opération représente la bagatelle de 278 M€ à verser en 2025 pour des retours sur investissement estimatifs distribués pour partie en 2026 (10,4 M€) puis en 2027 (17 M€).

Quels seront les impacts de l'augmentation de capital sur nos résultats et sur notre intéressement ?

La question est plus que légitime. Les estimations avancées par la direction ne nous satisfont pas. A dire vrai, à quelques semaines de la signature de notre nouvel accord d'intéressement 2024/2026 lequel ne prévoit nulle part de neutraliser l'impact de cette augmentation de capital sur le RN, on est plus que troublé sur la loyauté des échanges avec la direction. Les signataires que sont le SNE CGC, l'Unsa et la CFDT l'ont en travers de la gorge.

Toujours est-il que c'est un Front uni constitué de tous les élus des Organisations Syndicales au CSE qui a voté une expertise à l'unanimité ce 25 juillet. La mission du cabinet d'expertise financière et comptable devrait porter sur le rationnel économique et stratégique du projet et sur ses impacts financiers et sociaux.

Nous vous restituerons leur analyse du dossier dont les retombées seront à n'en pas douter importantes pour la CEIDF actionnaire à 6,95 % de BPCE SA et de ses grands projets expansionnistes.

A Paris, le 31/07/2024

REJOIGNEZ-NOUS !



06 59 29 75 46

sud.ceidf@sudbpce.com

www.ceidf.sudbpce.com